

Un CHU dans l'Île de Nantes :

à quel prix, à quels risques, pourquoi l'omerta ?

Il y a maintenant 10 ans que le projet de regroupement des hôpitaux nantais est à l'étude. Dix années pendant lesquelles aucune concertation réelle n'a eu lieu : ni avec les communautés professionnelles concernées, ni avec la population. Présenté par Nantes Métropole comme abouti, le projet de CHU dans l'Île de Nantes suscite pourtant bien des réserves. Une lettre ouverte signée par 110 professionnels et universitaires, dès 2010, est restée sans suite.

Récemment encore, l'expression spontanée de praticiens hospitaliers préoccupés par les risques auxquels la population serait exposée par ce choix, a fait l'objet d'une rétorsion brutale de la part de la Commission médicale d'Etablissement. Sous quelle pression politique, budgétaire, institutionnelle ?

La liberté d'expression des professionnels qui sont au service des malades n'est aujourd'hui plus garantie. Le débat public a été confisqué par le système politique et ses réseaux administratifs. Un collectif de praticiens, notamment hospitaliers et universitaires, en appelle aujourd'hui aux ministres concernés, garants de la qualité et de la sécurité des soins, des finances publiques, et de la qualité écologique du site choisi.

Si les arguments médicaux énumérés ici devaient ne pas suffire à retenir leur attention, qu'il nous soit permis de souligner un aspect trop souvent occulté de ce dossier :

Dans sa forme et son implantation projetées, le projet de CHU dans l'Île de Nantes représente des surcoûts de construction estimés à plus de 500 millions d'euros. Quel gouvernement pourrait demeurer indifférent à cet argument, alors qu'il a déterminé de réaliser 15 milliards d'économies sur l'assurance maladie et peine à trouver 50 millions pour alléger le fardeau des EHPAD ?

Pour joindre les signataires de cet appel :

Contact presse : Pr Bernard Le Mével – 06 07 56 45 73 – blemevel@gmail.com

Marc Gombeaud – 06 85 40 79 51 – mgopelican@yahoo.fr